

liques et françaises, les catholiques et Franco-Canadiens du même parti, feignant de croire que les persécuteurs acharnés de leur race et de leur religion étaient seuls capables de les gouverner avantageusement, se jetaient à plat ventre, bien décidés à présenter alternativement la joue droite et la joue gauche aux camoufflets du grand chef.

Ils savaient que l'annexion n'était pas en cause et cela les dispensait de prouver qu'elle eût été dommageable à nos intérêts politiques et religieux. On n'osait pas s'attaquer de front au programme du parti libéral : on le combattait à cause des intentions qu'on lui prêtait. On lui faisait un procès de tendances et, pour éviter l'annexion que tout le monde répudiait, on confiait les rênes du gouvernement à l'un des signataires du manifeste annexionniste de 1849.

Il y a longtemps, dira-t-on, que ce manifeste a été signé. D'accord, mais alors pourquoi les feuilles ministérielles, comme la *Minerve*, par exemple, dans le but évident de détourner l'attention publique des attentats tout récents commis par sir John et les siens contre nos libertés religieuses et nationales, reproche-t-elle au parti libéral d'aujourd'hui les opinions formulées par les Papin et les Dorion en 1856 ? Pour essayer de prouver à l'aide de citations tronquées que les conservateurs étaient les seuls appais de nos institutions nationales.

En tournant seulement une page du volume de Turcotte, le zélé défenseur du parti orangiste aurait constaté que dès lors, c'était Cartier et les siens qui méritaient la censure de Mgr de Charbonnel pour avoir soutenu les tories du Haut-Canada dans leur refus d'accorder aux catholiques de la province anglaise les privilèges dont jouissaient les protestants du Bas-Canada,

Certes, il n'est pas nécessaire de remonter aussi loin pour trouver des preuves de la haine féroce vouée par le parti de la *Minerve* à tout ce qui est français ou catholique. Les deux insurrections du Nord-Ouest, provoquées d'abord par des mignons qu'on a subséquemment royalement récompensés à même les fonds publics, réprimées ensuite dans le sang toujours aux frais du pays et avec l'approbation bruyante des prétendus défenseurs de nos droits ; le meurtre de Riel, commis sur l'ordre des loges orangistes, flétri d'abord comme il le méritait par toute la presse franco-canadienne, puis pallié, excusé, loué même par ces grands patriotes toujours prêts à sacrifier les autres, par ces deux excellents journaux, le *Monde* et la *Minerve*, qui, pendant les jours de deuil qui ont suivi la mort de Sir John, seuls de tous les journaux anglais ou français de Montréal, arboraient effrontément les couleurs orangistes parmi les funèbres décorations de leurs établissements respectifs, affichant ainsi leur ignoble abjection à la face de tout un peuple.

Voilà bien les fantoches qui se proclament les sauveurs de notre nationalité et qui ne laissent passer aucune occasion de nous sacrifier et de nous déshonorer. Ce sont bien ces hommes qui font semblant de défendre notre langue et notre religion lorsque personne ne les attaque, ou lorsqu'il s'agit pour eux de capter la confiance des naïfs, mais qui plient bagage dès qu'on a besoin d'eux, qui, au moment du danger, ne savent plus nous conseiller autre chose que la soumission aveugle, les concessions perpétuelles.

Ce sont eux qui nous conseillaient d'accorder notre confiance aux meurtriers de Riel en nous disant que cette concession aux préjugés orangistes aurait pour effet de rétablir l'harmonie. Eh ! bien, c'est précisément depuis que le peuple a approuvé cette infamie, qu'on a vu surgir le parti de Dalton McCarthy, ce fidèle allié de Sir John : McCarthy qui a acquis sa popularité à force de déblatérer contre le catholicisme et contre la race française, McCarthy que la *Presse* invitait tout récemment à entrer dans le nouveau ministère, McCarthy enfin, le fanatique devant lequel le parti conservateur est prêt à s'agenouiller comme il s'agenouillait devant sir John.

Voilà où nous en sommes rendus au point de vue français. Prise dans son ensemble, la population du Dominion n'est pas logée à meilleure enseigne. On a tout fait pour aveugler au lieu d'éclairer l'élément protestant. Un trop grand nombre de nos concitoyens d'origine britannique arrivent ici imbus de l'idée que leur premier devoir est de traiter en peuple conquis ceux qui les ont devancés sur ce sol libre d'Amérique.

Il eût été facile à des hommes d'état de réagir contre cette prétention absurde, de la combattre et de bien faire comprendre aux nouveaux venus qu'il n'y a pas ici, ou qu'il ne doit pas y avoir, de caste privilégiée. Malheureusement le pays est gouverné depuis de longues années par des politiciens plus ou moins habiles, mais les hommes d'état brillent par leur absence.

On a exploité tous les préjugés existants. On en a créé de nouveaux et l'on travaille à en créer encore d'autres pour la plus grande gloire et le plus grand avantage des exploités.

On a tellement habitué le peuple à se laisser mener par le bout du nez, on lui a si bien fait accroire que le premier saltimbanque venu peut et doit représenter l'autorité légitime pourvu qu'il appartienne à la clique, qu'il soit dans le ton, dans le mouvement rétrograde, on l'a tellement accoutumé à recevoir, sans le discuter, le mot d'ordre parti on ne sait d'où et transmis par les tireurs de ficelles, qu'ils sont très rares ceux qui osent exprimer une opinion non revêtue de la sanction officielle.

Chez nous, le convenu règne en maître, la médiocrité triomphe, la souveraineté du peuple est un leurre, la responsabilité ministérielle est un vain mot, le vrai mérite a cessé d'être respecté : l'intrigue seule réussit.

On impose la confédération sans consulter le peuple, on fait et l'on défait les ministères sans le consulter davantage, on hurle les bureaux publics de meneurs électoraux. Les actes les plus repréhensibles, les apostasies les plus cyniques, les défections les plus lâches assurent les récompenses les plus précieuses, ouvrent la voie aux distinctions les plus enviées.

La distribution des portefeuilles, du patronage et du picotin sous toutes ses formes, voilà la grande question qui agite nos prétendus hommes d'état. L'intérêt du pays n'entre pour rien dans leur détermination. Toujours prêts à briser les vitres si on ne leur accorde pas la pitance qu'ils réclament, ils n'hésitent jamais à sacrifier à leur ambition ou à leur rapacité les intérêts de leurs commettants.

Il est temps que l'électorat se demande où le conduisent